

Club Méditerranée

Rapport semestriel 2013



ET VOUS, LE BONHEUR, VOUS L'IMAGINEZ COMMENT ? **Club Med** 



SOMMAIRE

Rapport de gestion	3
1. Faits marquants	3
2. Analyse des comptes	3
3. Perspectives du Club Méditerranée pour l'été 2013	12
Comptes consolidés semestriels résumés au 30 avril 2013	16
Compte de résultat consolidé	17
Résultat global consolidé	18
Situation Financière consolidée	19
Tableau des flux de trésorerie consolidé	20
Variation des capitaux propres consolidés	21
Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés	22
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	41
Autres informations	42

Rapport de gestion

1. FAITS MARQUANTS

- Impacts significatifs sur la rentabilité opérationnelle liés au calendrier scolaire français
- Stabilité du Résultat Opérationnel et du Résultat Net
- Free Cash-Flow positif
- Succès de l'ouverture du village 4 Tridents de Pragelato Vialattea situé en Italie

2. ANALYSE DES COMPTES

2.1. Impact du calendrier scolaire sur la rentabilité

Volume d'activité en M€ à taux de change constant	H12	H13	Var H13 vs H12	
			Δ	Impact ROC Villages
Volume d'activité comparable	793	783		} (7,0)
estimation de l'impact des vacances de Toussaint		(5)		
estimation de l'impact des vacances de Pâques		16		
Volume d'activité hors impact du phasing des vacances	793	794	+0,2%	

La lecture de performance de l'Hiver 2013 par rapport à l'Hiver 2012 est rendue difficile par des effets liés au glissement des vacances de la Toussaint et de Pâques en France.

En effet, l'Hiver 2013 a bénéficié de l'impact positif des vacances de la Toussaint, avec un volume d'activité supplémentaire estimé à 5 M€, correspondant à 8 jours de vacances en plus sur le mois de novembre 2012.

En revanche, ce semestre a été négativement impacté par le glissement des vacances scolaires parisiennes du mois d'avril au mois de mai, soit 12 jours de vacances en moins sur la saison Hiver 13, correspondant à un impact négatif estimé à 16 M€ en volume d'activité.

Ces deux effets calendaires se traduisent au niveau du ROC Villages par un impact net négatif d'environ 7 M€ qui pèse ainsi sur la performance du 1^{er} semestre 2013.



Les chiffres clés du 1^{er} semestre 2013 (période du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013)

(en M€)	S1 11	S1 12	S1 13	Variation S1 13 vs S1 12
Volume d'Activité Villages ⁽¹⁾	763	798	783	- 1,9%
Chiffre d'affaires consolidé				
Groupe - Publié ⁽²⁾	754	783	763	- 2,5%
Villages à taux de change constant	741	768	761	- 1,0%
EBITDA Villages ⁽³⁾	80	85	81	
En % du chiffre d'affaires	10,7%	10,9%	10,7%	
ROC Villages	46,6	52,8	49,4	- 6,4%
ROC Patrimoine	(14)	(14)	(9)	
Autre Résultat Opérationnel	(7)	(7)	(10)	
Résultat Opérationnel	26	32	30	
Résultat Net avant impôts et éléments non récurrents	28	39	35	- 11,6%
Résultat Net	10	17	18	+ 7,1%
Investissements	(30)	(24)	(36) ⁽⁴⁾	
Cessions	17	23	0	
Free Cash Flow	30	47	11	
Dette Nette	(169)	(123)	(112)	

⁽¹⁾ Correspond aux ventes totales quel que soit le mode d'exploitation des villages (en publié)

⁽²⁾ Comprend 7 M€, 9M€ et 2 M€, respectivement pour les 1^{ers} semestres 2011, 2012 et 2013 de chiffre d'affaires de promotion immobilière

⁽³⁾ EBITDA Villages : ROC Villages avant amortissements et provisions

⁽⁴⁾ Investissements décaissés : (36) M€ et Investissements réalisés (24) M€

2.2. L'analyse de l'activité

VOLUME D'ACTIVITE

Le volume d'activité Villages (ventes totales quel que soit le mode d'exploitation des villages) baisse de 1,9% à 783 M€ contre 798 M€ au 1^{er} semestre 2012.

INDICATEURS D'ACTIVITE VILLAGES

	S1 11	S1 12	S1 13	Variation S1 13 vs S1 12
Clients Club Med (en milliers)	599	623	598	- 4,1%
dont Clients 4 et 5 Tridents	71,9%	74,4%	77,3%	+2,9 pts
Journées Hotelières vendues (en K JH)	3 677	3 789	3 630	- 4,2%
Capacité (en K JH)	5 321	5 389	5 140	- 4,6%
dont Capacité 4 et 5 Tridents	69,4%	73,7%	76,5%	+ 2,8pts
Taux d'occupation	69,9%	71,1%	71,3%	+ 0,2pts
Chiffre d'affaires Séjour⁽¹⁾ / JH	153,9 €	155,6 €	161,2 €	+ 3,6%
RevPAB⁽²⁾ par JH	111,9 €	113,6 €	117,9 €	+ 3,8%
% Volume d'activité direct⁽³⁾	57,7%	58,3%	57,8%	- 0,5 pts

(1) A taux de change constant

(2) Revenue Per Available Bed : Volume d'activité à taux de change constant hors transport et circuits / capacité en lits

(3) Ventes directes sur les réseaux contrôlés (Internet, Club Med Voyages, Call center, Franchises) données comparables taux 2013

L'Hiver 2013 a enregistré un recul du nombre de clients de 4,1%, provenant pour l'essentiel de la France. Ce recul s'explique entièrement par la baisse du nombre de clients des villages 2 et 3 Tridents. Traduite en journées hôtelières, la baisse de l'activité est de 4,2%.

La part des clients fréquentant les villages 4 et 5 Tridents continue de progresser et atteint désormais 77,3% du total des clients, soit une progression de près de 3 points par rapport à l'Hiver 2012.

La part des ventes réalisée par les canaux de distribution directs (Internet, agences de voyages Club Méditerranée, franchises et centre d'appels) est en retrait de 0,5 point par rapport à l'Hiver dernier et représente 57,8% du total des ventes.

Compte tenu de la réduction d'activité anticipée en Europe, et en particulier en France, la **capacité** a été ajustée de 4,6% par rapport à l'Hiver 2012 de deux façons : d'une part, par un effet net des ouvertures et fermetures de villages qui impacte cette capacité pour -0,8%, et d'autre part, par l'optimisation de la durée d'ouverture des villages saisonniers en Europe-Afrique permettant d'ajuster la capacité à hauteur de 3,8% sur l'Hiver 2013.

Le prix moyen à la Journée Hôtelière s'établit à 161,2€ et progresse de 3,6% par rapport à l'Hiver 2012 compte-tenu de l'effet conjugué de la progression du mix prix sur l'ensemble de nos destinations et de l'augmentation de la proportion de nos clients qui se sont rendus dans des villages de montagne.

Le Revenu par lit disponible, **RevPAB**, est en croissance de 3,8%, grâce à la progression du prix moyen, mais également à la stabilité du taux d'occupation qui atteint 71,3%.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{er} SEMESTRE 2013 VERSUS 1^{er} SEMESTRE 2012 (PUBLIE)

	S1 2012
Chiffre d'affaires Groupe	783
Change	(6)
Impact Volume	(34)
Impact Mix/Prix	26
Villas & Chalets	(6)
Chiffre d'affaires Groupe	763
	S1 2013

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 763 M€, en baisse de 2,5% en données publiées.

Le chiffre d'affaires Villages s'élève à 761 M€, en retrait de 1% à taux de change constant par rapport à l'Hiver 2012, intégrant un impact volume négatif de 34 M€ et un impact mix prix positif de 26 M€, reflet des évolutions des différents indicateurs d'activité.

**CHIFFRE D'AFFAIRES A TAUX DE CHANGE CONSTANT PAR ZONE ET PAR ACTIVITE (ZONES EMETTRICES)**

Chiffre d'affaires à taux de change constant (en M€)	S1 2011	S1 2012	S1 2013	Variation S1 13 vs S1 12
Europe-Afrique hors France	196	205	205	+0%
France	323	337	319	-5,5%
Europe-Afrique	520	543	524	-3,4%
Amériques	124	130	137	+5,6%
Asie	96	96	100	+3,9%
Villages	741	768	761	-1,0%
Promotion immobilière	7	9	2	
Groupe	748	777	763	-1,8%

A taux de change constant, le chiffre d'affaires des zones Amériques et Asie est en croissance de respectivement 5,6% et 3,9%. La zone Asie a bénéficié de la hausse de 27% du nombre de clients chinois au cours du semestre venant compenser l'impact de la fermeture du village 3 Tridents de Lindeman Island pour le marché australien intervenue fin janvier 2012.

Le chiffre d'affaires de la zone Europe-Afrique affiche un recul de 3,4% qui s'explique principalement par le recul de la France à hauteur de 5,5%. La France a été impactée par le fléchissement de 7 M€ de l'activité Club Med Business qui avait atteint des niveaux records l'Hiver dernier mais surtout par la baisse de l'activité Individuels en retrait de 3,9%.

ANALYSE DES MARGES OPERATIONNELLES

(en M€) publié	S1 11	S1 12	S1 13	Variation S1 13 vs S1 12
EBITDAR Villages ⁽¹⁾	156,4	163,2	159,6	- 2,2%
% CA	20,9%	21,1%	21,0%	- 0,1 pts
EBITDA Villages ⁽²⁾	80,0	84,6	81,4	- 3,8%
% CA	10,7%	10,9%	10,7%	- 0,2 pts
ROC Villages	46,6	52,8	49,4	- 6,4%
% CA	6,2%	6,8%	6,5%	- 0,3 pts

(1) EBITDAR Villages : ROC Villages avant loyers, amortissements et provisions

(2) EBITDA Villages : ROC Villages avant amortissements et provisions

La rentabilité opérationnelle est stable en valeur relative sur l'Hiver 2013 malgré la contraction de l'activité sur ce semestre. **L'EBITDAR Villages**, qui exprime la rentabilité opérationnelle des villages avant amortissements, variations de provisions et coûts immobiliers, s'élève à 159,6 M€ et atteint 21% du chiffre d'affaires Villages.

L'EBITDA Villages atteint 10,7% du chiffre d'affaires, en légère baisse de 0,2 point par rapport à l'Hiver dernier.

Le ROC Villages s'établit à 49,4 M€ et représente 6,5% du chiffre d'affaires.

ANALYSE DU ROC VILLAGES

	S1 11	S1 12	S1 13	S1 12	S1 11	
<i>(en M€) à taux de change constant</i>						
Chiffre d'affaires	741	769	761	ROC Villages S1 12 et S1 11 publié	53	47
Autres revenus	1	1	2	Change	0	2
Total revenus	742	770	763	ROC Villages S1 12 et S1 11 comparable	53	49
Marge sur coûts variables	472	486	482	Impact volume	(18)	(7)
% Chiffre d'affaires	63,8%	63,3%	63,4%	Impact Mix-prix	14	17
Frais fixes commerciaux & marketing	(99)	(97)	(100)	Variation Marge s/ coûts variables	(4)	10
Frais fixes opérations	(222)	(232)	(231)	Frais fixes commerciaux & marketing	(3)	(1)
Frais immobiliers	(90)	(92)	(92)	Frais fixes opérations	1	(9)
Frais de support	(12)	(12)	(10)	Frais immobiliers	(0)	(2)
ROC Villages	49	53	49	Frais de support	2	2
				ROC Villages S1 13	49	49
				S1 13	S1 13	

La baisse de 4 M€ de la marge sur coûts variables s'explique par les effets volume et mix liés à l'évolution de l'activité.

Le taux de marge sur coûts variables à 63,4% du chiffre d'affaires est stable par rapport à l'Hiver 2012, traduisant la résistance du business model du Club Méditerranée et sa capacité à s'adapter dans un environnement difficile.

Les évolutions des principaux coûts s'analysent comme suit :

- Le total des coûts de distribution, fixes et variables, représente 18,5% du volume d'activité, contre 17,7% en Hiver 12, soit une progression de 0,7 point compte tenu des actions marketing et commerciales réalisées en vue d'accélérer les gains de parts de marché dans les pays matures et d'accompagner la croissance sur les marchés à fort développement.
- Les coûts fixes opérations sont en baisse en valeur absolue. Cependant, rapportés à la capacité, en excluant la capacité des villages managés, ces coûts augmentent de 2,9% à la journée hôtelière. Cette hausse est principalement due aux effets de l'inflation et de la montée en gamme.
- Les coûts immobiliers sont stables à 92 M€ et les frais de support sont en léger recul à 10 M€
- Au global, l'ensemble des coûts fixes, c'est-à-dire les coûts commerciaux et marketing, opérations, immobiliers et support, est stable par rapport au 1^{er} semestre 2012.

ROC VILLAGES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>(en M€) publié</i>	S1 11	S1 12	S1 13
Europe-Afrique	7,5	9	3
Amériques	23	25	26
Asie	16,5	19	20
ROC Villages	47	53	49
% CA	6,2%	6,8%	6,5%

Le ROC Villages de la zone Europe-Afrique est en baisse de 6 M€ par rapport à l'Hiver 2012 compte-tenu de l'impact volume négatif en France lié aux effets de calendrier scolaire sur l'Hiver 2013.

Les ROC Villages des zones Amériques et Asie sont en progression.

2.3. Compte de résultat consolidé

<i>(en M€) publié</i>	S1 11	S1 12	S1 13
Chiffre d'affaires Groupe ⁽¹⁾	754	783	763
ROC Villages	47	53	49
ROC Patrimoine	(14)	(14)	(9)
Autre Résultat Opérationnel	(7)	(7)	(10)
Résultat Opérationnel	26	32	30
Résultat Financier	(12)	(6)	(5)
Sociétés mises en équivalence	-	1	1
Impôts	(4)	(10)	(8)
Résultat net	10	17	18

(1) Comprend 7 M€, 9 M€ et 2 M€ de chiffre d'affaires de promotion immobilière, respectivement pour les 1ers semestres 2011, 2012 et 2013

Le **ROC Patrimoine** s'élève à (9) M€ et comprend principalement les coûts liés au Développement et à la Construction pour (3) M€ et des coûts liés aux villages non exploités pour le même montant. L'**Autre Résultat Opérationnel** s'établit à (10) M€ et comprend principalement des coûts de restructuration pour (7) M€.

Le **Résultat Opérationnel** s'établit à 30 M€ au titre de l'Hiver 2013.

RESULTAT NET AVANT IMPÔTS ET ELEMENTS NON RECURRENTS

<i>(en M€) publié</i>	S1 11	S1 12	S1 13
Résultat Net avant impôts et éléments non récurrents	28	39	35
Plus-values de cessions	6,5	16	0
Impairment / mise au rebut / sortie de villages / autres	(16)	(23)	(2)
Coûts de restructuration	(4,5)	(5,5)	(7)
Résultat Net avant impôts	14	27	26
Impôts	(4)	(10)	(8)
Résultat Net	10	17	18

Le **Résultat Net avant impôts et hors éléments non récurrents** s'élève à 35 M€. Le recul constaté par rapport à l'Hiver 2012 est le reflet de l'écart affiché au niveau du ROC Villages.

Le 1^{er} semestre 2013 est marqué par une baisse significative des coûts non récurrents.

RESULTAT FINANCIER

(en M€) publié	S1 11	S1 12	S1 13
OCEANE 2015 / ORANE	(3)	(3)	(3)
Autres charges d'intérêts	(5,5)	(4)	(2)
Charges d'intérêts	(8,5)	(7)	(5)
Cession de titres & provisions	1,6	0	0
Résultat de change et autres	(5,1)	1	0
Résultat financier	(12)	(6)	(5)
Dette nette moyenne	(228)	(182)	(161)
Coût de la dette "comptable"	7,6%	7,9%	6,7%
Coût de la dette hors impact IFRS	5,8%	5,8%	4,4%

Le Résultat Financier à (5) M€ est en légère amélioration par rapport à l'Hiver 2012 compte tenu de la diminution de la charge d'intérêt à hauteur de 1,4 M€, corollaire de la baisse de 21 M€ de la dette nette moyenne.

IMPÔTS

La charge d'impôt à (8) M€ est en baisse du fait notamment de l'impact des cessions réalisées au cours du 1^{er} semestre 2012.

Le **résultat net** s'élève à 18 M€.

2.4. Situation financière consolidée

(en M€) publié

Actif	04.12	10.12	04.13	Passif	04.12	10.12	04.13
Immos Corporelles	828	815	803	Capitaux propres et IM	543	522	533
Immos Incorporelles	80	80	81	Provisions	52	48	45
Immos Financières	91	90	90	Impôts différés nets	31	27	26
<i>S/T immobilisations</i>	<i>999</i>	<i>985</i>	<i>974</i>	BFR	218	240	230
Subventions	(32)	(30)	(28)	Dette financière nette	123	118	112
Total	967	955	946	Total	967	955	946

Gearing	22,7%	22,6%	20,9%
BFR / CA Villages	15,2%	16,6%	16,0%
Capitaux employés moyens*CA Villages	52%	51%	50%

*Capitaux employés moyens : (Actif immobilisé net de subvention – BFR) à l'ouverture + à la clôture / 2

Les immobilisations nettes de subventions sont en légère baisse de 9 M€ par rapport à octobre 2012, principalement du fait des amortissements, supérieurs aux acquisitions.



Le Besoin en Fonds de Roulement, qui est une ressource pour le Groupe, s'élève à 230 M€

Les capitaux propres sont en augmentation à 533 M€. Cette hausse intègre principalement le résultat net pour 18 M€.

La dette financière nette s'inscrit en baisse à 112 M€. Le ratio d'endettement (dette nette / capitaux propres) s'améliore de près de 2 points par rapport à avril 2012 à 20,9%.

2.5. Trésorerie et capitaux

TABLEAU DE FINANCEMENT

(en M€) publié	S1 11	S1 12	S1 13
Résultat Net	10	17	18
Amortissements	34	32	32
Autres	(4)	1	(2)
Marge brute d'autofinancement	40	50	48
Variation du BFR et provisions	3	(2)	(1)
Fonds dégagés par l'exploitation	43	48	47
Investissements	(30)	(24)	(36)
Cessions	17	23	0
Free Cash Flow	30	47	11
Change et autres	(2)	(5)	(5)
Diminution de l'endettement net	28	42	6
Dette nette ouverture	(197)	(165)	(118)
Dette nette clôture	(169)	(123)	(112)
Free cash flow hors cessions et coûts de sortie	19	35	12

Les fonds dégagés par l'exploitation s'élèvent à 47 M€ et sont stables par rapport à l'Hiver 2012.

Le Free Cash-Flow, ou flux de trésorerie disponible après impôt et frais financiers, mesure le flux de trésorerie généré par l'actif économique. Il se compose des fonds dégagés par l'exploitation et des investissements nets des de cessions. Il s'établit, au titre de l'Hiver 2013, à 11 M€, à comparer avec un Free Cash-Flow hors cession de 24 M€ au 1^{er} semestre 2012. L'écart constaté provient de la variation des investissements décaissés qui passent de 24 M€ en Hiver 2012 à 36 M€ en Hiver 2013.

Le rapprochement entre les fonds dégagés par l'exploitation du tableau de financement et les flux liés aux opérations d'exploitation du tableau de flux de trésorerie consolidé est le suivant :

(en M€)	S1 2011	S1 2012	S1 2013
Fonds dégagés par l'exploitation (tableau de financement)	43	48	47
Frais financiers payés	17	6	8
Autres	(3)	(3)	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	57	51	53

INFORMATION SUR L'ENDETTEMENT NET DU GROUPE

La structure de l'endettement financier net au 30 avril 2013 est la suivante :

	10.11	04.12	10.12	04.13	Rappel Covenants
Liquidité	172	197/147 ⁽¹⁾	158	178	-
Dette Nette	(165)	(123)	(118)	(112)	-
Dette Nette / EBITDA bancaire ⁽²⁾	1,21	0,87	0,86	0,84	< 2,5
EBITDAR bancaire ⁽³⁾ / (Intérêts + loyers ⁽⁴⁾)	1,8	1,8	1,7	1,7	> 1,40
EBITDAR bancaire ⁽³⁾ / Frais financiers ajustés ⁽⁵⁾	19x	22x	25x	28x	-
Gearing	32,2%	22,7%	22,6%	20,9%	< 100%

⁽¹⁾ 197 M€ au 30/04/12 et 147 M€ après remboursement anticipé au 31/05/12 de l'emprunt adossé aux actifs de Cancun

⁽²⁾ Ebitda bancaire = Ebitda villages retraité des commissions sur cartes de crédit

⁽³⁾ Ebitdar bancaire = Ebitdar villages retraité des commissions sur cartes de crédit

⁽⁴⁾ Loyers Village utilisés pour le calcul de l'EBITDAR Village

⁽⁵⁾ Frais financiers ajustés du traitement comptable IFRS des OCEANE

Une analyse détaillée de la liquidité et de la dette figure en note 16 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels.

La dette nette s'élève à 112 M€ et le ratio d'endettement à 20,9% au 30 avril 2013.

Les liquidités disponibles du Groupe s'élèvent à 178 M€.

L'ensemble des ratios financiers et en particulier celui qui compare la dette nette à l'EBITDA, structurellement inférieur à 1, traduit la poursuite du renforcement de la situation financière du Club Méditerranée. Les covenants bancaires sont respectés au 30 avril 2013.

INFORMATION SUR LES CONDITIONS D'EMPRUNT ET LA STRUCTURE DE FINANCEMENT

En avril 2013, le Groupe a émis un placement privé allemand, de type « *Schuldschein* », pour 20 M€. Ce financement, émis à 97,715% du pair, est à taux variable Euribor + 3%, remboursable in fine en avril 2018 et assorti de covenants identiques à ceux supportés par le Groupe à ce jour.

LIQUIDITE ET SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HONORER LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

Le Groupe dispose des liquidités nécessaires (disponibilités et lignes bancaires mobilisables) pour faire face à son cycle d'exploitation et à son plan d'investissements des 12 mois à venir.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont décrits en note 24 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels (« Engagements »).

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Voir la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels : « Emprunts et Dettes financières ».

3. PERSPECTIVES DU CLUB MEDITERRANEE POUR L'ETE 2013

3.1. Capacité Eté 2013

<i>(en milliers de JH capa) par zone émettrice</i>	E 11	E 12	E 13	Variation E13 vs E12
2 et 3	44%	41%	34%	-7 pts
4 et 5	56%	59%	66%	+7 pts
Europe - Afrique				
	4 235	4 092	3 780	-7,6%
Amériques				
	1 325	1 342	1 354	+0,8%
Asie				
	829	779	864	+10,9%
TOTAL	6 389	6 213	5 997	-3,5%

La capacité de l'été 2013 a été ajustée à la baisse de 3,5% par rapport à l'été dernier. Cette baisse reflète cependant des situations très contrastées par zone géographique.

En effet, la capacité a été ajustée à près de 8% en Europe-Afrique pour tenir compte de la poursuite de la dégradation du marché touristique, en particulier en France. Cette variation tient compte :

- de la fermeture définitive des villages 3 Tridents saisonniers de Beldi en Turquie et d'Otranto en Italie ainsi que de la prolongation de la fermeture de certains villages du Maghreb tels que Marrakech La Médina au Maroc et Djerba-la-Fidèle en Tunisie,
- des ajustements réalisés de manière volontariste sur la durée d'ouverture des villages saisonniers,
- de l'ouverture du village de Belek en Turquie le 20 avril 2013.

En Amériques, la capacité est stable.

En Asie, la capacité progresse de 10,9% compte tenu de l'ouverture de Guilin en Chine cet été.

Enfin, la progression de 7 points de la capacité en 4 et 5 Tridents pour l'été 2013 est liée aux ouvertures de nouveaux villages sur cette saison : Prigelato en Italie, Belek en Turquie et enfin Guilin en Chine. Ces nouveaux villages sont tous haut de gamme et permanents ou bi-saisonniers.

3.2. Niveau de réservations pour l'été 2013 (par rapport à l'été 2012) arrêté au 18 mai 2013

<i>Volume d'activité villages à taux de change constant par zone émettrice</i>	Cumulé, au 18 mai 2013	8 dernières semaines
Europe-Afrique	+ 4,7%	- 4,6%
Amériques	+ 8,8%	+ 4,4%
Asie	+ 8,0%	+ 13,9%
Total Club Med	+ 5,5%	+ 0,3%
Capacité Été 2013	- 3,5%	

Les réservations cumulées au 18 mai 2013, exprimées en volume d'activité à taux de change constant, sont en avance de 5,5% par rapport à l'été 2012. A la même époque l'an dernier, près des deux tiers des réservations de l'été avaient été enregistrées.

Toutes les zones sont en croissance à date.

L'Europe-Afrique, dans un contexte économique dégradé, affiche une croissance de ses prises de commandes de 4,7% portée par le décalage partiel des vacances de Pâques sur la saison été pour un montant de près de 9 M€. Ce phasing positif contribue pour près de 30% à la croissance de nos ventes individuelles à date. Hors impact des vacances de Pâques, les prises de commandes sont dynamisées par les ouvertures des nouveaux villages de Belek et de Prigelato.

En zone Amériques, les réservations sont en hausse de 8,8% notamment grâce au dynamisme des ventes aux Etats-Unis.

Les réservations en Asie progressent de 8% et reposent plus particulièrement sur les pays à croissance rapide, et notamment la Grande Chine dont les réservations sont en hausse de plus de 40% compte tenu de l'ouverture de Guilin.

Sur les 8 dernières semaines, les prises de commandes affichent une légère hausse de 0,3% malgré la baisse constatée en Europe du fait de la poursuite de la dégradation du marché français sur l'été.

3.3. Stratégie : 2015 : franchir une nouvelle étape dans l'internationalisation du Club Med pour capter la croissance du marché des vacances tout compris haut de gamme

➤ Accélérer la croissance sur les marchés à fort développement

La croissance restant soutenue dans les grands marchés à fort potentiel comme la Chine, le Brésil ou la Russie, le Club Med se fixe un nouvel objectif : avoir à fin 2015, un tiers de ses clients en provenance des marchés à fort développement.

Dans ce cadre, la Chine jouera un rôle prépondérant en devenant le 2^{ème} marché du Club Med fin 2015 avec 200 000 clients, 5 villages (dont Guilin, 2^{ème} village 4 Tridents, qui accueillera



ses premiers clients au cours de l'été 2013 et un projet de 3^{ème} village, balnéaire, d'ici fin 2013) et le développement d'une nouvelle marque by Club Med adaptée au marché chinois. Il s'agira d'hôtels resorts haut de gamme de grande capacité adaptés aux attentes d'une clientèle chinoise urbaine et désireuse de passer des week-ends prolongés dans un environnement naturel tout en restant à proximité des grandes villes. Cette offre sera également adaptée à la clientèle business pour l'organisation de séminaires.

- Continuer à gagner des parts de marché sur les marchés matures, dont la France, en renforçant une distribution premium, en faisant évoluer la politique prix avec une offre famille incluant désormais la gratuité pour les enfants de moins de 6 ans et en proposant de nouveaux produits (nouveaux circuits Club Med Découverte, nouvelles croisières sur le Club Med 2).
- Mettre en avant l'unicité de la marque Club Med

Le Club Med a lancé début 2013 sa nouvelle campagne de marque mondiale visant à renforcer sa notoriété, recruter de nouveaux clients et accroître leur fidélisation.

Par ailleurs, pour accélérer sa présence à l'international, le Club Med continue de développer de nouveaux modes de distribution et se fixe pour objectif de multiplier par 4 le nombre de corners Club Med (shop-in-shops) et franchises à fin 2015 (de 50 à 200).

- Optimiser le business model

Le Club Med va plus loin dans sa montée en gamme avec l'objectif d'atteindre 3/4 de la capacité des villages en 4 et 5 Tridents en 2015 avec de nouvelles ouvertures telles que Pragelato Vialattea en Italie en décembre 2012, Belek en Turquie en avril 2013 et Guilin en Chine au cours de l'été 2013. Ces nouveaux villages, qui traduisent une capacité de développement du Club Méditerranée renforcée, permettront ainsi d'augmenter le poids des villages permanents (ou à longue durée de saison) ayant une grande capacité.

La majorité des développements en cours est réalisée sur le modèle du contrat de management en vue d'accélérer la stratégie dite asset-light, d'améliorer la rentabilité des capitaux employés et d'équilibrer le portefeuille de villages.

3.4. Evénements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture sont décrits en note 25 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés au 30 avril 2013.

3.5. Informations diverses

MISE A JOUR DE L'ACTIONNARIAT

	Nombre de titres		Droits de vote	
	30 avril 2013	% K	30 avril 2013	% DDV
Fosun Property Holdings Limited	3 170 579	9,96%	6 044 723 ⁽¹⁾	17,0%
CMVT International (Groupe CDG Maroc)	2 250 231	7,1%	2 250 231	6,3%
Rolaco	1 793 053	5,6%	1 793 053	5,0%
AXA Private Equity Capital	2 982 352	9,4%	2 982 352	8,4%
Benetton	708 000	2,2%	708 000	2,0%
Total Conseil d'Administration	10 904 215	34,2%	13 778 359	38,7%
Fidelity (FMR LLC)	2 455 905	7,7%	2 455 905	6,9%
Caisse des dépôts et consignations	1 918 492	6,0%	1 918 492	5,4%
Franklin Finance	1 843 200	5,8%	1 843 200	5,2%
Air France	635 342	2,0%	635 342	1,8%
GLG Partners LP ⁽²⁾	319 619	1,0%	319 619	0,9%
Institutionnels français	3 568 799	11,2%	3 626 897	10,2%
Institutionnels étrangers	7 140 065	22,4%	7 816 167	22,0%
Autodétention ⁽³⁾	223 717	0,7%	223 717	0,6%
Salariés	25 510	0,1%	51 020	0,1%
Public et divers	2 805 730	8,8%	2 921 488	8,2%
TOTAL	31 840 594	100%	35 590 206	100%

⁽¹⁾ dont 5 866 536 droits de vote exerçables

⁽²⁾ Actions et contrats for differences (le contrat financier avec paiement d'un différentiel ou CFD est un instrument financier à terme par lequel l'investisseur acquiert le droit de percevoir l'écart entre le prix du sous-jacent à la date de conclusion du contrat et le prix à la date d'exercice)

⁽³⁾ Actions autodétenues dont les droits de vote ne sont pas exerçables

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'y a pas eu, sur le 1^{er} semestre 2013, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe en dehors de ceux mentionnés en note 13.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels.

TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Il n'existe pas de transactions entre les parties liées autres que celles décrites en note 23 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels.

FACTEURS DE RISQUES

Risques et incertitudes

Le Club Méditerranée conduit une politique de gestion des risques de l'entreprise afin de respecter au mieux la défense des intérêts de ses actionnaires, de ses clients et de son environnement. Cette politique s'appuie sur une cartographie des risques opérationnels majeurs initiée dès 2005 et réactualisée en 2011 qui a permis de hiérarchiser les problématiques en fonction de leur niveau d'occurrence et de leur impact économique pour le Groupe. Après avoir procédé à une revue de ses risques, le Club Méditerranée considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés en pages 38 à 42 du Document de Référence 2012 et les risques financiers décrits à la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés en pages 164 à 167 du même document.

Comptes consolidés semestriels résumés au 30 avril 2013

Compte de résultat consolidé

Résultat global consolidé

Situation financière consolidée

Tableau des flux de trésorerie consolidé

Variation de l'endettement consolidé

Variation des capitaux propres consolidés

Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés

- Note 1 - Informations générales
- Note 2 - Principes comptables
- Note 3 - Caractère saisonnier de l'activité
- Note 4 - Mouvements de périmètre
- Note 5 - Information sectorielle
- Note 6 - Promotion immobilière
- Note 7 - Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles
- Note 8 - Immobilisations corporelles
- Note 9 - Autres créances
- Note 10 - Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Note 11 - Capital et réserves
- Note 12 - Paiement en actions
- Note 13 - Avantages long-terme, provisions et litiges
- Note 14 - Impôts
- Note 15 - Emprunts et dettes financières
- Note 16 - Gestion des risques financiers
- Note 17 - Autres dettes
- Note 18 - Résultat opérationnel courant - Patrimoine
- Note 19 - Autre résultat opérationnel
- Note 20 - Résultat financier
- Note 21 - Résultat par action
- Note 22 - Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidé
- Note 23 - Transactions avec les parties liées
- Note 24 - Engagements
- Note 25 - Evénements postérieurs à la clôture

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Compte de résultat consolidé

	Note	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
(en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires Groupe ⁽¹⁾	5	783	763
Chiffre d'affaires Villages	5	774	761
Autres produits		4	3
Total des produits d'exploitation		778	764
Achats		(295)	(287)
Services extérieurs		(153)	(154)
Charges de personnel		(152)	(149)
Impôts et taxes		(15)	(15)
EBITDAR Villages	5	163	159
Loyers		(78)	(78)
EBITDA Villages	5	85	81
Dotations aux amortissements		(32)	(32)
Résultat Opérationnel Courant - Villages	5	53	49
Résultat Opérationnel Courant - Patrimoine	18	(14)	(9)
Autre Résultat Opérationnel	19	(7)	(10)
Résultat opérationnel		32	30
Intérêts et assimilés sur endettement net	20	(7)	(5)
Autre résultat financier		1	
Résultat financier	20	(6)	(5)
Résultat avant impôts		26	25
(Charge) produit d'impôts	14	(10)	(8)
Part des sociétés mises en équivalence		1	1
Résultat net		17	18
- dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		16	17
- dont intérêts minoritaires		1	1
(en euros)			
Résultat de base par action	21	0,50	0,54
Résultat dilué par action	21	0,50	0,54

(1) dont Chiffre d'affaires Patrimoine 2 M€ en 2013 et 9 M€ en 2012.



Résultat global consolidé

	Note	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
(en millions d'euros)			
Résultat net		17	18
Ecart de conversion		14	1
Couverture de flux futurs			(1)
Total Autres éléments du résultat global après impôt hors sociétés mises en équivalence	11	14	0
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence		(1)	(1)
Total Autres éléments du résultat global		13	(1)
RESULTAT GLOBAL TOTAL		30	17
- dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		30	16
- dont intérêts minoritaires		0	1

Aucun effet impôt n'a été constaté sur les autres éléments du résultat global. Tous les éléments du résultat global sont susceptibles d'être recyclés en résultat.

Situation Financière consolidée

ACTIF

(en millions d'euros)	Note	31.10.12	30.04.13
Écarts d'acquisition	7	31	31
Immobilisations incorporelles	7	49	50
Immobilisations corporelles	8	803	791
Actifs financiers non courants		90	90
Total immobilisations		973	962
Impôts différés actifs	14	22	24
Actif non courant		995	986
Stocks		34	37
Clients et comptes rattachés		46	52
Autres créances	9	117	123
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	65	57
Actif courant		262	269
Immobilisations destinées à être cédées		12	12
Total de l'actif		1 269	1 267

PASSIF

(en millions d'euros)	Note	31.10.12	30.04.13
Capital		127	127
Primes d'émission		611	292
Réserves consolidées		(279)	39
Résultat consolidé de la période		1	17
Capitaux propres part du Groupe	11	460	475
Intérêts minoritaires		62	58
Capitaux propres	11	522	533
Avantages au personnel	13	24	24
Emprunts et dettes financières	15	136	138
Autres dettes	17	37	34
Impôts différés passifs	14	49	50
Passif non courant		246	246
Provisions	13	24	21
Emprunts et dettes financières	15	47	31
Fournisseurs		117	147
Autres dettes	17	147	145
Clients - avances et remises		166	144
Passif courant		501	488
Total des capitaux propres et du passif		1 269	1 267

Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en millions d'euros)	Note	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation			
Résultat net de l'ensemble consolidé		17	18
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie, des impôts et des frais financiers :</i>			
Amortissements et provisions	22.1	45	33
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (net dividendes)		(1)	(1)
Plus et moins values de cession		(15)	1
Produits et charges financiers		6	5
Impôts		10	8
Autres		(1)	(2)
Variation du besoin en fonds de roulement & provision court-terme ⁽¹⁾	22.4	(5)	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers			
		56	60
Impôts sur les bénéfices payés		(5)	(7)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation			
		51	53
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Investissements	22.2	(24)	(36)
Cessions et diminutions de l'actif immobilisé	22.3	23	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
		(1)	(36)
Fonds dégagés (utilisés) par les opérations			
		50	17
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement			
Encaissements de nouveaux emprunts		1	19
Remboursements d'emprunts		(22)	(20)
Frais financiers payés		(6)	(8)
Variation des concours bancaires courants		(13)	(12)
Rachats d'intérêts minoritaires	11.3		(3)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement			
		(40)	(24)
Incidence du change sur la trésorerie et autres			
			(1)
Variation de trésorerie			
		10	(8)
Trésorerie à l'ouverture	10	56	65
Trésorerie à la clôture	10	66	57

(1) Y compris dotations (reprises) des provisions courantes considérées comme des charges à payer

Variation de l'endettement consolidé

(en millions d'euros)	Note	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Endettement net à l'ouverture	15	(165)	(118)
Diminution de l'endettement		42	6
Endettement net à la clôture	15	(123)	(112)

Variation des capitaux propres consolidés (note 11)

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Réserves de conversion	Réserves consolidées et résultat	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 31.10.11	30 250 076	121	604	(10)	(40)	(227)	448	64	512
Couverture de flux futurs									
Ecarts de conversion					14		14	(1)	13
Autres éléments du résultat global					14		14	(1)	13
Résultat de la période						16	16	1	17
Résultat Global					14	16	30		30
Paiement en actions	4 666						1	1	1
Instruments composés (Orane + Océane)	24 548								
Au 30.04.12	30 279 290	121	604	(10)	(26)	(210)	479	64	543
Au 31.10.12	31 822 559	127	611	(10)	(30)	(238)	460	62	522
Couverture de flux futurs						(1)	(1)		(1)
Autres éléments du résultat global						(1)	(1)		(1)
Résultat de la période						17	17	1	18
Résultat Global						16	16	1	17
Paiement en actions	18 035						1	1	1
Affectation du report à nouveau en primes d'émission			(319)			319			
Variation périmètre					1	(3)	(2)	(1)	(3)
Dividendes								(4)	(4)
Au 30.04.13	31 840 594	127	292	(10)	(29)	95	475	58	533

Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés

Note 1. Informations générales

La Société Club Méditerranée SA est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé au 11 rue de Cambrai – 75957 Paris Cedex 19. L'action Club Méditerranée est cotée à la bourse de Paris au premier marché. Le titre de la société fait partie du SBF 120.

Les états financiers consolidés du Club Méditerranée reflètent la situation comptable de la société Club Méditerranée SA et de ses filiales désignées ci-après comme le Groupe, ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées. L'exercice social de douze mois clôture le 31 octobre de chaque année.

Le Groupe est un des leaders mondiaux des vacances tout compris haut de gamme. La description des activités est donnée en note 5.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 avril 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 mai 2013. Ils sont exprimés en millions d'euros sauf indication contraire.

Note 2. Principes comptables

▪2.1. Base de préparation des comptes consolidés semestriels

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 avril 2013 sont établis conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et au référentiel de normes internationales d'information financière IFRS, tel qu'adopté par l'Union Européenne à cette date. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés au 31 octobre 2012.

Les principes comptables appliqués aux comptes consolidés semestriels résumés au 30 avril 2013 sont identiques à ceux retenus au 31 octobre 2012 tels que décrits dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 octobre 2012. Les normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} novembre 2012 sont décrites en note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 octobre 2012.

L'amendement de la norme IAS 1 sur la présentation des autres éléments du résultat global, applicable au 1^{er} novembre 2012, n'a eu aucun impact sur la présentation des comptes consolidés semestriels résumés du Groupe.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de normes, amendements de normes ou interprétations par anticipation.

▪2.2. Bases d'estimations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses. Dans le contexte actuel, l'exercice de prévision d'activité et de planification à moyen terme est rendu plus difficile.

Celles-ci sont notamment sensibles :

- dans l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés (« impairment ») ;
- dans l'estimation des provisions pour litiges ;
- dans la détermination des impôts différés et notamment lors de l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs ;
- dans l'évaluation du résultat à l'avancement des contrats de construction ;
- dans l'estimation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers communiqués en note 15.4.

Note 3. Caractère saisonnier de l'activité

L'activité du Groupe est caractérisée par une certaine saisonnalité : les coûts des villages saisonniers et fermés sont plus importants sur la saison hiver (1^{er} semestre) que sur la saison été. Cette saisonnalité a également un impact sur le besoin en fonds de roulement.

Note 4. Mouvements de périmètre

Au cours du semestre, le Groupe a racheté 21,53% des intérêts minoritaires de la société Taïpe Trancoso Empreendimentos SA pour un montant de 3,1 M€. L'impact de cette opération sur les comptes consolidés du Groupe est présenté en note 11.3.

Note 5. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel reprend les principaux indicateurs suivis par le Principal Décideur Opérationnel (le Président – Directeur Général) aux fins de prises de décisions concernant l'affectation de ressources aux secteurs et d'évaluation de leur performance.

L'activité Villages est organisée en trois zones géographiques :

- la zone Europe-Afrique (EAF) comprenant les pays d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique ;
- la zone Amériques regroupant les secteurs opérationnels Amérique du Nord (y compris les Antilles) et Amérique du Sud ;
- la zone Asie regroupant les pays d'Asie de l'Est, du Sud et du Pacifique (ESAP) et la Grande Chine (Chine, Taïwan, Hong-Kong).

Chaque secteur opérationnel exerce une activité de ventes de séjours et prestations annexes ainsi que d'exploitation des villages. Chaque secteur opérationnel est composé de pays qui peuvent être uniquement des pays de vente (commerciaux), uniquement des pays d'exploitation de villages (opérations) ou bien des pays exerçant les deux activités.

La caractéristique du Club Méditerranée est de créer des flux inter-secteurs, en particulier de l'Europe vers l'Asie et les zones Amériques. Néanmoins, une majorité de clients choisit une destination dans sa zone d'origine.

Le Groupe réalise également une activité de promotion immobilière avec la construction et la vente de villas et d'appartements-chalets.

Le Groupe analyse sa performance commerciale en zone émettrice correspondant à la localisation des clients. Le chiffre d'affaires est donc suivi dans le reporting interne en données émetteur.

Le Groupe analyse la performance de ses opérations Villages en zones réceptrices correspondant à la localisation des actifs. Le Résultat Opérationnel Courant (ROC) Villages, l'EBITDAR Villages et l'EBITDA Villages constituent les principaux indicateurs de suivi de la performance opérationnelle.

Les éléments enregistrés en Résultat Opérationnel Courant Patrimoine et en Autre Résultat Opérationnel sont analysés par nature au niveau du Groupe.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'analyse des charges et des produits financiers) ainsi que la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe sans réallocation aux secteurs.

(en millions d'euros)

30.04.13	EAF	ASIE	Amériques	Total
Chiffre d'affaires villages émetteur	524	100	137	761
EBITDAR Villages	86	34	39	159
EBITDA Villages	20	25	36	81
ROC Villages	3	20	26	49
ROC patrimoine				(9)
ARO				(10)
Résultat opérationnel				30

(en millions d'euros)

30.04.12	EAF	ASIE	Amériques	Total
Chiffre d'affaires villages émetteur	544	97	133	774
EBITDAR Villages	92	32	39	163
EBITDA Villages	26	24	35	85
ROC Villages	9	19	25	53
ROC patrimoine				(14)
ARO				(7)
Résultat opérationnel				32

Le chiffre d'affaires Villages France s'élève à 319 M€ au 30 avril 2013 contre 337 M€ au 30 avril 2012.

Le chiffre d'affaires de l'activité de promotion immobilière pris à l'avancement s'élève à 2 M€ au 1^{er} semestre 2013 contre 9 M€ au 1^{er} semestre 2012 (cf. note 6).

Les actifs incorporels et corporels sont suivis par zones géographiques dans le reporting interne :

(en millions d'euros)

30.04.13	EAF	ASIE	Amériques	Total
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles	63	12	6	81
Immobilisations corporelles	324	95	372	791

(en millions d'euros)

31.10.12	EAF	ASIE	Amériques	Total
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles	62	12	6	80
Immobilisations corporelles	330	98	375	803

Les autres informations sectorielles disponibles par zone sont les suivantes :

(en millions d'euros)

30.04.13	EAF	ASIE	Amériques	Total
Investissements ⁽¹⁾	26	3	7	36
Amortissement et dépréciation d'actifs immobilisés ⁽²⁾	(19)	(4)	(10)	(33)
Autres produits et charges du résultat d'exploitation sans contrepartie en trésorerie ⁽³⁾	2	(1)	2	3

(en millions d'euros)

30.04.12	EAF	ASIE	Amériques	Total
Investissements	14	3	7	24
Amortissement et dépréciation d'actifs immobilisés ⁽²⁾	(19)	(16)	(10)	(45)
Autres produits et charges du résultat d'exploitation sans contrepartie en trésorerie ⁽³⁾	(1)	1	1	1

⁽¹⁾ dont 12 M€ de variations de dettes fournisseurs sur immobilisations

⁽²⁾ y compris amortissement et impairment en ROC Patrimoine

⁽³⁾ provisions courantes et non courantes, stock-options et subventions

Note 6. Promotion immobilière

Au 30 avril 2013, le chiffre d'affaires de l'activité de promotion immobilière pris à l'avancement des projets de construction vendus s'élève à 2 M€ contre 9 M€ au 30 avril 2012. Le résultat net de cette activité, enregistré en Résultat Opérationnel Courant – Patrimoine, est à l'équilibre au 30 avril 2013 (1 M€ en 2012).

Le chiffre d'affaires de l'activité de promotion immobilière comprend, à fin avril 2012 et 2013, la vente des villas d'Albion et des appartements-chalets de Valmorel.

Les coûts engagés et affectables aux contrats de construction sont enregistrés en stock de promotion immobilière. Pour les projets commercialisés, les coûts sont pris en charge au fur et à mesure de l'avancement de la construction. Le montant des stocks de promotion immobilière s'élève à 23 M€ au 30 avril 2013 (22 M€ au 31 octobre 2012).

**Note 7. Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles**

(en millions d'euros)

	Ecarts d'acquisition	Immobilisations incorporelles	Total
Valeur nette au 31.10.2012	31	49	80
Acquisitions		4	4
Amortissements		(3)	(3)
Valeur nette au 30.04.2013	31	50	81

Les principaux investissements du 1^{er} semestre 2013 ont été réalisés sur les systèmes commerciaux.

Note 8. Immobilisations corporelles

▪8.1. Analyse des variations

(en millions d'euros)

	Terrains	Constructions aménagement	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 31.10.2012	209	944	187	118	21	1 479
Amortissements cumulés		(464)	(130)	(82)		(676)
Valeur nette au 31.10.2012	209	480	57	36	21	803
Acquisitions		8	7	2	3	20
Cessions ou diminutions				(1)		(1)
Amortissements		(19)	(7)	(3)		(29)
Impairment			(1)			(1)
Ecarts de conversion		(1)				(1)
Reclassements		6	1	5	(12)	
Valeur brute au 30.04.2013	209	955	192	125	12	1 493
Amortissements cumulés		(482)	(135)	(85)		(702)
Valeur nette au 30.04.2013	209	473	57	40	12	791

Les principales acquisitions du 1^{er} semestre 2013 ont été réalisées sur les villages de Pragelato (6 M€), Rio das Pedras (3 M€) et Phuket (1 M€).

▪8.2. Autres informations

▪ 8.2.1. Tests de dépréciation

Le Groupe a réalisé des tests de dépréciation sur les groupes de villages ou sur les villages présentant isolément des indices de perte de valeur. Ces tests n'ont pas conduit à constater de dépréciation.

▪ 8.2.2. Autres informations

Les actifs immobilisés nets détenus dans le cadre de contrats de location-financement et la dette résiduelle correspondante s'élèvent respectivement à 4 M€ et 2 M€ au 30 avril 2013 et au 31 octobre 2012.

Les actifs donnés en garantie de dettes existant à la clôture, sous forme d'hypothèque ou de nantissement, s'élèvent à 152 M€ au 30 avril 2013, contre 154 M€ au 31 octobre 2012. Les dettes correspondantes s'élèvent à 37 M€ au 30 avril 2013 contre 55 M€ au 31 octobre 2012. Le montant de ces dettes peut fluctuer en fonction des tirages sur la ligne de crédit.

Au 30 avril 2013, les coûts d'emprunt liés au financement des investissements pendant la période de construction enregistrés en coût des immobilisations sont peu significatifs.

Note 9. Autres créances

(en millions d'euros)

	31.10.12		30.04.13	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur brute	Valeur nette
Créances fiscales	38	38	35	35
Produits à recevoir	4	4	4	4
Avances fournisseurs	9	9	12	12
Comptes courants débiteurs vis à vis de MEE ⁽¹⁾	1	1	2	2
Autres débiteurs divers	7	7	12	12
Charges constatées d'avance	58	58	58	58
Total	117	117	123	123

(1) MEE : Sociétés intégrées par mise en équivalence

Note 10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Equivalents de trésorerie	11	14
Instruments dérivés	2	1
Disponibilités	52	42
Total	65	57

Les équivalents de trésorerie sont constituées de dépôts à moins de trois mois et SICAV monétaires.

Note 11. Capital et réserves

La variation des capitaux propres sur le semestre est liée au bénéfice de la période pour 18 M€, au rachat d'intérêts minoritaires pour (3) M€ et aux décisions de versement de dividendes aux minoritaires pour (4) M€.

■ 11.1. Capital et primes d'émission

Au cours du 1^{er} semestre 2013, 18 035 options de souscription ont été levées (cf. note 12). A l'issue de ces opérations, le capital social s'élève au 30 avril 2013 à 127 M€, constitué de 31 840 594 actions d'une valeur nominale de 4 euros.

Suite à l'approbation par l'Assemblée Générale du 7 mars 2013 de l'apurement du report à nouveau de (319) M€ par imputation sur les primes d'émission, de fusion et d'apport, le montant de ces primes s'élève à 292 M€ au 30 avril 2013 contre 611 M€ au 31 octobre 2012.



Compte tenu des mouvements du semestre sur le contrat de liquidité, les actions auto-détenues s'élèvent à 223 717 titres au 30 avril 2013 contre 230 733 titres au 31 octobre 2012.

▪ 11.2. Autres éléments du résultat global

Les réserves de conversion se présentent comme suit :

(en millions d'euros)

	Réserves de conversion -Part du groupe	Réserves de conversion -Part minoritaires	Total réserves de conversion
Au 31.10.11	(40)	8	(32)
Ecart de conversion	14	(1)	13
Au 30.04.12	(26)	7	(19)
Au 31.10.12	(30)	6	(24)
Variation de périmètre	1	(1)	0
Au 30.04.13	(29)	5	(24)

Les réserves de réévaluation des instruments financiers se présentent comme suit :

(en millions d'euros)

	Couverture de flux futurs	Actifs financiers disponibles à la vente
Au 31.10.11	1	1
Variations de juste valeur	2	
Au 30.04.12	3	1
Au 31.10.12	2	0
Variations de juste valeur	(1)	
Au 30.04.13	1	0

▪ 11.3. Rachat d'intérêts minoritaires

Au cours du semestre, le Groupe a racheté 21,53% du capital de la société Taïpe Trancoso Empreendimentos SA. Conformément à la norme IAS 27, la transaction entre actionnaires d'une même entité, sans changement sur le contrôle, est constatée en capitaux propres. L'acquisition est sans impact sur les valeurs des actifs et des passifs de la société concernée. L'impact sur les capitaux propres correspond au coût d'acquisition des titres.

(en millions d'euros)

	Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Réserve consolidée y.c. réserve de conversion	1	(1)	0
Coût d'acquisition	(3)		(3)
Impact net	(2)	(1)	(3)

L'impact du décaissement de 3 M€ sur le tableau des flux de trésorerie est enregistré en opérations de financement.

Note 12. Paiement en actions

Aucun plan d'options de souscription n'a été octroyé par le Conseil d'Administration au cours du 1^{er} semestre 2013.

Sur la période, 18 035 options de souscription des plans N et O ont été exercées. Aucune option n'a été exercée par les mandataires sociaux.

La charge comptabilisée au titre des paiements en actions s'élève à 0,3 M€ sur le 1^{er} semestre 2013 (0,4 M€ au 1^{er} semestre 2012).

Note 13. Avantages long-terme, provisions et litiges

▪ 13.1. Retraites et autres avantages long-terme

▪ 13.1.1. Régimes à prestations définies

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Valeur actualisée de l'obligation non financée	24	24
Dettes nettes au bilan	24	24

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Dettes actuarielles à l'ouverture	20	24
Coût des services rendus	1	1
Coût financier (effet actualisation)	1	
Pertes et (gains) actuariels générés dans l'exercice	3	
Prestations/Transactions payées	(1)	(1)
Dettes actuarielles à la clôture	24	24

(en millions d'euros)

	30.04.12	30.04.13
Coût des services rendus	(1)	(1)
Liquidation de régimes	1	
Prestations/Transactions payées		1
Total coût du personnel	0	0
Effet actualisation	0	0
Total résultat financier	0	0
Total (charge) /produit	0	0

▪ 13.1.2. Avantages long-terme

Le Conseil d'Administration du 6 décembre 2012 a décidé de renouveler une rémunération long terme au profit des mandataires afin de les associer à la performance de l'entreprise dans le cadre de la réalisation des objectifs stratégiques, ainsi qu'à la performance du cours de bourse.

Les conditions et modalités d'application sont les suivantes :

- Trois critères liés aux objectifs stratégiques 2014 comptant chacun pour un tiers
 - ratio Villages 4 et 5 Tridents supérieur ou égal à 70% au 31 octobre 2014 ;
 - ratio du nombre de clients des pays à fort potentiel de développement supérieur ou égal à 30% au 31 octobre 2014 ;
 - ratio « Résultat net hors impôts et non récurrents / Capitaux employés » supérieur ou égal à 7% au 31 octobre 2014.
- Un critère lié au cours de bourse
 - performance de l'action Club Méditerranée par rapport au SBF 120 qui correspond à la moyenne (cours de clôture) des deux indices sur la période de référence, soit du 1^{er} novembre 2010 au 31 octobre 2014.
- Conditions de versement
 - si le niveau d'atteinte du critère boursier est inférieur à 80% : pas de versement de la rémunération long terme.
 - si le niveau d'atteinte du critère boursier est compris entre 80% et 150% : application de ce coefficient multiplicateur à chaque critère atteint ; la progression du coefficient étant linéaire entre ces 2 bornes.

Le montant de la rémunération long terme qui pourrait être versé au bénéfice des mandataires pourrait varier entre 0,27 fois et 1,5 fois leur rémunération de base brute annuelle.

Au titre du 1^{er} semestre 2013, le montant de la provision est non significatif.

■ 13.2. Variation des provisions courantes

L'analyse des variations de provisions est la suivante :

(en millions d'euros)

	31.10.12	Dotations	Reprises avec objet	Reprises sans objet	Reclassement et change	30.04.13
Provisions pour sinistres/pour responsabilité civile	3	1	0	(1)	0	3
Restructurations et fermetures de sites	5	0	(2)	0	0	3
Provisions pour litiges y.c. fiscaux	15	3	(2)	0	(1)	15
Autres provisions	1	0	0	0	0	1
Total Provisions - passif courant	24	4	(4)	(1)	(1)	21

Les provisions pour litiges regroupent divers contentieux commerciaux, prudhommaux et administratifs. Il n'y a pas eu sur le semestre de nouveau litige ou autres procédures qui pourraient avoir, ou ont eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

La rubrique « Restructurations et fermetures de sites » concerne essentiellement des provisions pour la fermeture prévue de villages. Parmi les autres litiges provisionnés, il n'existe pas de litige qui, pris isolément, soit significatif.

Au cours du semestre, une provision a été reclassée en déduction de l'actif financier immobilisé pour 1 M€.

13.3. Actifs et passifs éventuels

Au 30 avril 2013, il n'y a pas d'évolution significative sur les actifs et passifs éventuels décrits en note 16 de l'annexe aux comptes consolidés du document de référence 2012.

Note 14. Impôts

14.1. Analyse de la charge d'impôt

L'analyse de la charge d'impôt par nature est la suivante :

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Impôts courants	(9)	(9)
Impôts différés sur différences temporaires		
Impôts différés résultant des changements de taux		(1)
Réestimation/Utilisation des actifs d'impôts différés	(1)	2
Impôts différés	(1)	1
Total	(10)	(8)

En 2013, l'augmentation du taux d'imposition de 20 à 26% en Grèce et de 25 à 27% en République dominicaine a entraîné un accroissement du passif d'impôt différé de 1 M€. La réestimation des actifs d'impôts différés concerne principalement des déficits de la zone Amériques sans allongement des horizons de recouvrabilité de ces déficits.

14.2. Actifs et passifs d'impôts différés

La ventilation des impôts différés par nature de poste de bilan les ayant générés est la suivante :

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Immobilisations corporelles	2	2
Autres actifs	8	8
Déficits reportables	21	23
Total actif	31	33
Immobilisations corporelles	(57)	(58)
CVAE	(1)	(1)
Total passif	(58)	(59)
Impôts différés passifs nets	(27)	(26)

La variation des impôts différés passifs nets n'est pas significative sur le 1^{er} semestre 2013. Les hypothèses de recouvrabilité et les horizons de consommation des déficits reportables sont similaires à ceux retenus en octobre 2012. Le montant des actifs reconnus par imputation sur des bases d'impôt différé passives de même échéance est de 6 M€ au 30 avril 2013 (7 M€ au 31 octobre 2012).

Note 15. Emprunts et dettes financières

15.1. Endettement net

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65	57
Emprunts et dettes financières, non courant	136	138
Emprunts et dettes financières, courant	47	31
Total emprunts et dettes financières	183	169
Endettement net	118	112

15.2. Emprunts et dettes financières par catégorie

Au cours du 1er semestre, le Groupe a poursuivi sa politique d'optimisation de ses sources de financement.

En avril 2013, le Groupe a émis un placement privé allemand, de type « Schuldschein », pour 20 M€. Ce financement, émis à 97,715% du pair, est à taux variable Euribor + 3%, remboursable in fine en avril 2018 et assorti de covenants identiques à ceux supportés par le Groupe à ce jour.

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
OCEANE	74	75
Emprunts bancaires part à plus d'un an	41	57
Tirages sur lignes de crédit	19	4
Dette de location-financement	2	2
Total emprunts et dettes financières, non courant	136	138
OCEANE	5	2
Emprunts bancaires part à moins d'un an	17	16
Concours bancaires courants	24	12
Valeur de marché des instruments dérivés	1	1
Total emprunts et dettes financières, courant	47	31

15.3. Caractéristiques des principaux emprunts au 30 avril 2013

(en millions d'euros)

	Montant 30.04.13	Taux nominal	Taux effectif	Échéance
OCEANE 2015 taux fixe	77	6,11%	9,01%	nov-15
Total emprunts obligataires	77			
Tirage sur ligne de crédit syndiqué	4	Euribor + Marge ⁽¹⁾		déc-14
Emprunt obligataire privé Schuldschein	20	Euribor + 3%	4,36% ⁽²⁾	avr-18
Emprunt hypothécaire sur Club Med 2	16	4,73%		avr-18
Emprunt La Pointe aux Canoniers	16	6,15%	6,24%	janv-18
Autres	36			
Total emprunts et dettes financières	169			

(1) La marge (entre 2,0% et 3,25%) sur la LCS dépend du niveau du ratio dette nette / EBITDA .

(2) sur la base des taux au 30 avril 2013

Les caractéristiques des différents emprunts figurent en note 18 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 octobre 2012.

Au 30 avril 2013, la ligne de crédit syndiqué de 100 M€ est utilisée à hauteur de 5M€.

Le montant des dettes garanties par des hypothèques ou des nantissements s'élève à 37 M€ au 30 avril 2013 contre 55 M€ au 31 octobre 2012.

▪ 15.4. Juste valeur de la dette

Le tableau ci-après présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers au 30 avril 2013:

(en millions d'euros)

	Valeur nette comptable	Juste valeur
Dérivés de change	1	1
Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement	56	56
Actifs	57	57
Emprunts obligataires	77	91
Autres emprunts et dettes Taux fixe	38	43
Autres emprunts et dettes Taux variable	41	41
Concours bancaires courants	12	12
Dérivés de change	1	1
Passifs	169	188

Le cours de marché de l'OCEANE 2015 au 30 avril 2013 était de 18,67 € à comparer à un cours de conversion de 16,37 €.

Note 16. Gestion des risques financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différents types de risques financiers tels que des risques de marché (notamment risque de change et de taux), des risques de crédit et de liquidité. Les risques ainsi que la politique de gestion de ces risques par le Groupe sont décrits en note 19 de l'annexe aux comptes consolidés 2012.

▪ 16.1. Risque de change

▪ 16.1.1. Dérivés de change en cours au 30 avril 2013 – analyse par nature et par devise

▪ Couverture de change transactionnel

La politique du Groupe vise à se prémunir contre les incidences des fluctuations de change sur le résultat net par rapport au budget pour les expositions transactionnelles.



Les expositions au risque de change transactionnel sur base budgétaire sont données dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés 2012. Les principales couvertures en cours au 30 avril 2013 sont les suivantes :

(en millions d'euros)

	30.04.13							
	CAD	GBP	USD	HKD	MAD	MUR	TND	MXN
Couverture des dépenses			14		6	7	9	3
Couverture des recettes	(3)	(7)	(7)	(7)				
Valeur de marché des couvertures	(0)	(0)					(0)	
Couverture de Cash Flow Hedge, nette ⁽¹⁾	(3)	(7)	7	(7)	6	7	9	3

(1) un chiffre positif signifie que Club Med est acheteur de la devise à terme, et inversement pour un chiffre négatif.

■ Principales expositions bilancielle nettes liées aux financements en devises au 30 avril 2013

(en millions d'euros)

	30.04.13							
	BRL	CHF	CNY	GBP	MAD	HKD	USD	SGD
Prêts de devises étrangères	15		8		-		37	4
Emprunts de devises étrangères	(1)	(6)	(10)	(10)	(7)	(10)	(38)	(5)
Couverture		(3)	2	9		10	3	1
Valeur de marché des couvertures		-	-	-	-	-	-	-
Exposition nette ⁽¹⁾	14	(9)	(0)	(2)	(7)	-	1	-
Sensibilité ⁽²⁾	2	(1)	(0)	(0)	(1)	-	0	-

(1) un chiffre négatif signifie que Club Med est emprunteur net de la devise, un chiffre positif que Club Med est prêteur net.

(2) un chiffre négatif signifie qu'une baisse de 10% de l'euro contre la devise entraîne une perte sur le résultat net

Pour couvrir les expositions au risque de change, le Groupe utilise des instruments dérivés : swaps de change, change à terme, non delivery forward (NDF), options de change, non delivery options. Les instruments dérivés en cours à la clôture ont une échéance inférieure à 12 mois.

■ 16.1.2. Dérivés de change en cours au 30 avril 2013 – analyse par catégorie comptable

(en millions d'euros)

	Valeur de marché			
	31.10.12		30.04.13	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couvertures de juste valeur ⁽¹⁾	0	0	0	0
Couvertures des flux de trésorerie	2	1	1	1
TOTAL	2	1	1	1

(1) Les dérivés ont des échéances courtes et sont renouvelés régulièrement ; leur valeur de marché est peu significative.

■ 16.2. Risque de taux

(en millions d'euros)

	31.10.12		30.04.13	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Avant couverture				
Taux fixe	119	65%	115	68%
Taux variable	64	35%	54	32%
Total	183		169	

La répartition fixe/variable de la dette brute s'établit au 30 avril 2013 à 68% taux fixe / 32% taux variable.

Le swap de taux de 20 M€ est arrivé à échéance en décembre 2012. Depuis sa déqualification en 2011, il n'est plus considéré comptablement comme instrument de couverture.

La dette du Groupe est libellée à 92% en euros. Elle est portée à près de 85% par la société mère, Club Méditerranée SA.

(en millions d'euros)

	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Trésorerie et équivalent de trésorerie	(57)	(57)		
Emprunts à taux variable *	54	22	32	
Endettement net à taux variable	(3)	(35)	32	
Emprunts à taux fixe	115	9	105	1
Total endettement net	112	(26)	137	1

* y compris concours bancaires courants

▪ 16.3. Risque de liquidité

▪ 16.3.1. Niveau de liquidité

Le tableau ci-après présente la liquidité du Groupe :

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Disponibilités :	65	57
- dont CMSA	10	5
- dont filiales et succursales	55	52
Lignes de crédit non tirées :	93	121
- dont LCS	80	95
- dont lignes confirmées et non confirmées	13	26
Total liquidité brute	158	178
Emprunts et dettes financières, courants	47	31
Total liquidité nette des emprunts et dettes financières, courants	111	147

Le Groupe peut être soumis ponctuellement à certaines restrictions légales ou économiques limitant ou restreignant les flux financiers vers la société mère. Le cash pouvant faire l'objet de restriction est de 8 M€ au 30 avril 2013.

▪ 16.3.2. Covenants au 30 avril 2013

Certains financements du Groupe contiennent des clauses de remboursement anticipé, notamment en cas de non respect de covenants ou de cession d'actifs : la ligne de crédit syndiqué pourrait faire l'objet d'un remboursement partiel si le montant des actifs cédés dépassait 84 M€.

Les covenants bancaires (les plus restrictifs) concernent la ligne de crédit syndiqué.

- Engagements hors-bilan donnés < 200 M€
- Gearing (Dette nette / Capitaux propres) < 1
- Leverage (Dette nette / EBITDA bancaire ⁽¹⁾) < 2,5 en 2013 et 2014 (3 en 2012).



- « Fixed charge cover ratio » (EBITDAR bancaire ⁽²⁾ / (Loyers ⁽³⁾ + Intérêts nets)) > 1,4 en 2012, 2013 et 2014.

Au 30 avril 2013, les covenants ont été respectés :

- Engagements hors-bilan donnés < 200 M€	93 M€
- Gearing <1	0,21
- Leverage < 2,5	0,84
- Fixed charge cover > 1,40	1,74

Ces ratios sont stables ou en amélioration par rapport à 2012.

- (1) ROC Villages avant déduction des dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises et des coûts des cartes de crédit.
 (2) Ebitda bancaire avant déduction des loyers
 (3) Loyers Village utilisés pour le calcul de l'EBITDAR Village

Note 17. Autres dettes

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Subventions reçues	30	28
Loyers linéarisés	7	6
Total autres dettes non courantes	37	34
Charges à payer	9	5
Dettes sociales	45	42
Dettes fiscales	22	21
Fournisseurs d'immobilisations	17	5
Produits constatés d'avance	46	58
Autres dettes	8	14
Total autres dettes courantes	147	145

La variation des fournisseurs d'immobilisations sur le 1^{er} semestre 2013 est liée au calendrier des travaux réalisés à la fin de l'exercice 2012.

Au 30 avril 2013, les autres dettes courantes comprennent 4 M€ de dividendes à verser aux minoritaires.

Note 18. Résultat Opérationnel Courant – Patrimoine

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Cessions de villages et autres actifs immobilisés	16	
Coûts des villages / sites fermés	(5)	(4)
Impairment / mise au rebut / coûts de sorties de villages	(23)	(2)
Promotion immobilière	1	
Autres coûts	(3)	(3)
Total Résultat Opérationnel Courant Patrimoine	(14)	(9)

En 2012, la ligne « Cessions de villages et autres actifs immobilisés » comprenait principalement le résultat de la cession du village de Méribel Aspen Park en novembre 2011.

Sur le 1^{er} semestre 2013, la ligne « Coûts des villages / sites fermés » comprend le coût des villages fermés pour travaux ou en attente de projet, ainsi que les coûts des villages fermés en raison de la persistance de conditions géopolitiques exceptionnelles pour 2 M€ en 2013 et 3 M€ en 2012.

En avril 2013, la ligne « Impairment / mise au rebut / coûts de sorties de villages » comprend essentiellement des dépréciations d'actifs et des mises au rebut pour 2 M€. En avril 2012, cette rubrique comprenait principalement des dépréciations d'actifs pour 13 M€ et l'impact des provisions et coûts liés aux sorties de villages pour 9M€.

Note 19. Autre Résultat Opérationnel

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Restructurations	(6)	(7)
Litiges	(1)	(3)
Total Autre Résultat Opérationnel	(7)	(10)

Note 20. Résultat Financier

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Produits d'intérêts	2	2
Charge d'intérêts sur OCEANE/ORANE	(3)	(3)
Autres charges d'intérêts	(6)	(4)
Total charges nettes sur endettement net	(7)	(5)
Résultat de change et autres	1	0
Total résultat financier	(6)	(5)

La diminution des charges nettes sur l'endettement net est liée, d'une part, à la baisse de l'endettement moyen et, d'autre part, à la réduction du taux de financement du Groupe.

Note 21. Résultat par action

▪ 21.1. Calcul du nombre moyen pondéré d'actions

▪ 21.1.1. Résultat de base

(en milliers d'actions)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Nombre d'actions au 1 ^{er} novembre	31 815	31 823
Nombre d'actions propres au 1 ^{er} novembre	(222)	(231)
Acquisition/cession pondérée d'actions propres sur la période	8	17
Nombre pondéré d'actions émises sur la période		3
Nombre moyen pondéré d'actions au 30 avril	31 601	31 612

(en millions d'euros)

Résultat de base part du groupe	16	17
---------------------------------	----	----

Conformément à la norme IAS 33, les ORANE ont été prises en compte pour le calcul du résultat par action de base en 2012.

▪ 21.1.2. Résultat dilué

(en milliers d'actions)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Nombre moyen pondéré d'actions	31 601	31 612
Effet dilutif des stocks options	60	48
Nombre moyen d'actions - dilué	31 661	31 660

Le nombre de stock-options ou actions gratuites exclues du calcul parce que leur effet n'est pas dilutif est de 917 260 au 30 avril 2013 et 1 453 186 au 30 avril 2012.

Par ailleurs, les actions ordinaires susceptibles de résulter de la conversion en actions de l'emprunt convertible OCEANE 2015 (4 888 401 actions) n'ont pas été prises en compte au 30 avril 2013 et 2012, dans la mesure où leur effet aurait été anti-dilutif.

▪ 21.2. Résultat par action

(en euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Résultat par action	0,50	0,54
Résultat dilué par action	0,50	0,54

Note 22. Notes sur le tableau des flux de trésorerie consolidé

▪ 22.1. Amortissements et provisions

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles	3	3
Amortissements et provisions sur immobilisations corporelles ⁽¹⁾	42	30
Amortissements et provisions	45	33

⁽¹⁾ y compris amortissements et provisions en ROC Patrimoine pour 1 M€ en 2013 et 14 M€ en 2012

Au 1^{er} semestre 2012, la revue des valeurs estimées de réalisation de certains villages destinés à être cédés avait conduit à constater une dépréciation de 12 M€, enregistrée en ROC Patrimoine.

▪ 22.2. Investissements

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3)	(4)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(19)	(32)
Acquisition d'immobilisations financières	(2)	
Investissements	(24)	(36)

Les principaux investissements décaissés sur le 1^{er} semestre 2013 concernent le Club Med 2 (6 M€) et les villages de Pragalato (5 M€) et Rio das Pedras (3 M€).

Les investissements décaissés sur le 1^{er} semestre 2012 concernaient principalement les villages de Sandpiper (5 M€) et Yasmina (2 M€), tandis que les investissements financiers

étaient liés à la libération du capital de la société Valmorel Bois de la Croix, mise en équivalence.

▪ 22.3 Cessions et diminutions de l'actif immobilisé

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Cessions de villages et autres actifs immobilisés	20	-
Remboursements de prêts et de dépôts, nets	3	-
Cessions et diminutions de l'actif immobilisé	23	-

En 2012, le village de Méribel Aspen Park a été cédé pour 20 M€.

▪ 22.4 Variation du Besoin en Fonds de Roulement

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Stocks	(2)	(2)
Clients	3	(6)
Avances sur inscriptions	(25)	(21)
Fournisseurs	28	27
Autres créances et charges constatées d'avance	(13)	(7)
Autres dettes et produits constatés d'avance	3	9
Provisions courantes	1	(2)
Total	(5)	(2)

Note 23. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées n'ont pas connu de modifications significatives au cours du semestre.

Les informations relatives à la rémunération long terme des dirigeants sont mentionnées en note 13.

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence se décomposent comme suit au 30 avril 2013 :

(en millions d'euros)

	31.10.12	30.04.13
Autres créances	1	2
Dettes location financière	2	2
Fournisseurs		4
Autres dettes	1	1

Note 24. Engagements

Le montant des engagements hors bilan donnés s'élève à 93 M€ au 30 avril 2013 contre 123 M€ au 31 octobre 2012, suite à l'expiration de garanties de passifs et de bonne fin.

Il n'y a pas de variation significative des engagements de loyers correspondant aux contrats de location simple non résiliables au 30 avril 2013.

Les informations relatives aux nantissements et hypothèques pris en garantie des emprunts sont précisées en note 15.3.

Note 25. Evénements postérieurs à la clôture

Dans le cadre du litige décrit en note 16 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 octobre 2012, la Société Martiniquaise de Village de Vacances a reçu une notification le 23 mai 2013 l'informant de la décision de la Commission Européenne à l'encontre de l'Etat français et des recours pendants. La préfecture a par ailleurs annoncé qu'elle envisage d'adresser à la SMVV une demande de recouvrement, sans indiquer de délai. Dans le cas où la préfecture confirmerait sa position, la SMVV pourra engager un recours préalable qui suspendra automatiquement toute exigibilité et dispose d'arguments sérieux pour contester le fond de la décision de la préfecture. Par ailleurs, la décision de la Cour Européenne de Justice sur le litige entre l'Etat et la Commission Européenne reste attendue. Une décision favorable rendrait sans objet la demande de la préfecture.

Le Conseil d'Administration a pris connaissance, le 26 mai 2013, date à laquelle il a arrêté les comptes consolidés semestriels au 30 avril 2013, d'un projet d'offre publique d'achat visant les actions et les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) de la Société.

Ce projet serait initié par des sociétés membres du groupe AXA PE et des sociétés membres du groupe Fosun, ainsi que Messieurs Henri Giscard d'Estaing et Michel Wolfovski, agissant de concert, et inclurait à terme l'ensemble du management de la Société.

Cette opération, si elle se réalisait, serait susceptible d'avoir une incidence sur certains financements (clauses de changement de contrôle ou de retrait de la cotation, ajustement temporaire du ratio d'attribution d'actions pour les OCEANE, etc.) conduisant à un refinancement dans des conditions représentatives du nouveau profil du groupe. Certains contrats commerciaux pourraient également être impactés.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Club Méditerranée, relatifs à la période du 1er novembre 2012 au 30 avril 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 26 mai 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-François VIAT

ERNST & YOUNG AUDIT

Jean-Pierre LETARTRE



Rapport semestriel (en ligne sur www.clubmed-corporate.com)

Commissaires aux Comptes titulaires

Le Cabinet Ernst & Young Audit SA, 1, place des Saisons, 92400 Courbevoie Paris La Défense 1, représenté par M. Jean Pierre Letartre

Il a été nommé pour la première fois au cours de l'Assemblée Générale du 30 Avril 1981. Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 7 mars 2013 pour une durée de 6 exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2018.

Le Cabinet Deloitte & Associés, 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex, représenté par M. Jean-François Viat.

Il a été nommé pour la première fois lors de l'Assemblée Générale du 17 mars 2003. Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 7 mars 2013 pour une durée de 6 exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2018.

Commissaires aux Comptes suppléants

Le Cabinet Auditex, Tour First, 1 place des Saisons, 92400 Courbevoie

Il a été nommé pour la première fois lors de l'Assemblée Générale du 11 mars 2008. Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 7 mars 2013 pour une durée de 6 exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2018.

Le Cabinet Beas, 7-9 Villa Houssay 92 200 Neuilly-sur-Seine

Il a été nommé pour la première fois lors de l'Assemblée Générale du 17 mars 2003. Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 7 mars 2013 pour une durée de 6 exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2018.

Responsable de l'information

M. Henri Giscard d'Estaing
Président-Directeur Général
11 rue de Cambrai – 75019 Paris
Tél. : + 33 (1) 53 35 30 23

Directeur Relations Investisseurs et Communication financière

Mme Pernelle Rivain
11 rue de Cambrai – 75019 Paris
Tél. : + 33 (1) 53 35 30 75
Fax. : + 33 (1) 53 35 32 73
e-mail : investor.relations@clubmed.com

Personnes qui assument la responsabilité du document

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi que d'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le Président-Directeur Général
Henri Giscard d'Estaing